

Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

Devant l'objectif de soutenir l'enseignement supérieur en Afrique, l'Union européenne a lancé le programme Erasmus+ pour lequel une présentation aura lieu à Abidjan les 26-28 juin prochain.

Ensuite seront abordés deux problèmes importants dans le monde universitaire, à savoir d'une part la troisième mission des universités qui recouvre les relations avec la société civile, et d'autre part la croissance de la consommation énergétique de l'informatique et la pollution engendrée qui va bientôt être de l'ordre de grandeur de l'aéronautique.

Enfin, USF donne accès à ses colonnes pour que des universitaires expriment librement leur point de vue sur la situation universitaire à Gaza.

Souhaitant bonne lecture.

Prof. Robert Laurini, directeur de publication.

Abidjan du 26 au 28 juin 2024 : Journées régionales du programme Erasmus+ pour l'Afrique subsaharienne

L'objectif général du programme Erasmus de la Commission européenne dans le secteur universitaire est de contribuer à la croissance durable, à des emplois de qualité, à la cohésion sociale, à la promotion de l'innovation par la formation. À ce titre, le programme soutien à la mise en œuvre de coopérations universitaires stratégiques entre les établissements de l'enseignement supérieur EES (universités publiques et privées ainsi que les établissements de la formation professionnelle) européennes et africaines.

Le prochain événement Erasmus+ prévu pour l'Afrique subsaharienne est prévu à Abidjan du 26 au 28 juin 2024. Il a pour objectif de :

- mettre en exergue les opportunités de coopération existantes entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne,
- de favoriser les contacts entre institutions africaines et européennes
- et ainsi d'encourager le développement de projets Erasmus+.



Des réunions, échanges, discussions avec les points focaux du programme Erasmus, les responsables du programme à Bruxelles, les établissements d'enseignement supérieur africains et européens sont prévus tout au long de ces journées.

Lien pour les inscriptions : <https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/plans-attend-erasmusweeks2024>.

De plus, il est aussi possible de suivre en visioconférence, la réunion régionale de présentation du programme Erasmus pour l'Afrique subsaharienne aura lieu du 26 au 28 juin à Abidjan en s'inscrivant à :

<https://events.ringcentral.com/events/regiona-l-erasmus-week-2024-for-sub-saharan-africa> ■

La troisième mission des universités

Traditionnellement, deux missions sont affectées aux universités, à savoir la formation des compétences (enseignement) et la production de nouvelles connaissances (recherche). Dans de nombreux pays, une troisième mission a vu le jour concernant les impacts sur la société avec deux volets d'exigence et d'évaluation, le premier pour chacun des enseignants-chercheurs et le second pour les universités ou les écoles supérieures dans leur globalité.

Par impact sur la société, diverses visions sont possibles, certains pays considèrent plutôt les impacts économiques comme le nombre de brevets, le nombre de start-ups, la création d'incubateurs, les projets de recherches avec les entreprises. D'autres donnent plus d'importances aux aspects sociaux ou sociétaux, comme les conférences de divulgation et les publications destinées au grand public, l'éducation populaire (universités dites du 3^{ème} âge), la création de musées, les contrats avec les collectivités locales, l'organisation et l'animation de cafés scientifiques, festival de la science, visite de lycéens, etc.



A notre avis, bien que souvent non mentionnée, l'aide aux universités des pays en voie de développement rentre entièrement dans le cadre de cette troisième mission. N'oublions pas qu'une des conséquences désastreuses du classement dit de Shanghai a été de pousser les universités à conclure des partenariats susceptibles de les faire grimper dans ce classement au détriment de la solidarité internationale.

Par exemple, signalons que l'Italie a mis en place un système rigoureux pour évaluer la troisième mission dans chacun des établissements supérieurs.

Pour de plus amples renseignements, contacter le professeur Robert Laurini, <Robert.Laurini@usf-awb.org>. ■

Paradoxe : informatique et environnement

Nous observons deux évolutions antagonistes ; la première est l'usage croissant de l'informatique pour la maîtrise de l'environnement, et la seconde concerne les impacts croissants de l'informatique qui viennent détériorer celui-ci.

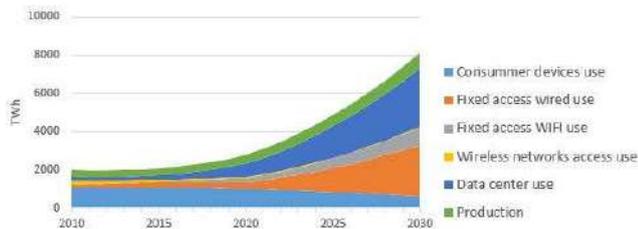
En effet, devant le réchauffement climatique, la détérioration de la planète, l'amplification de l'effet de serre, il devient urgent de mettre au point des procédures efficaces. Ainsi, ont été disséminés des capteurs pour mesurer de nombreux paramètres, lesquels alliés aux drones et aux satellites permettent d'envoyer régulièrement des données qui seront la base de modélisation et de projections réalisées par ordinateur. Dès lors, l'informatique, au sens large, tient un rôle-clé dans la lutte pour la préservation de la planète.



D'un autre côté, de plus en plus d'actions humaines sont assistées informatiquement. Que l'on songe à la multiplication des smart phones, la dématérialisation des procédures administratives, la gestion des entreprises, le e-commerce, le cloud computing, l'intelligence artificielle, les jeux, la vidéo, etc., toutes ces activités exigent de plus en plus non seulement d'énergie électrique, mais aussi du cuivre et des métaux lourds indispensables. Et les solutions de recyclage ne sont pas à la hauteur des défis.

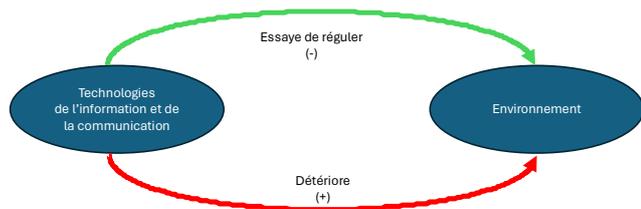
En 2020, l'informatique utilisait 4 à 6%, à elle

seule, de l'électricité mondiale² et avait une évolution estimée entre 6% et 9% par an. Des projections³ pour 2030 proposent une part de 10% à 20% de la consommation électrique mondiale.



Evolution de la consommation d'électricité pour l'informatique. Source Andrae⁴.

Lorsque l'on compare les gains et les coûts et leurs évolutions respectives, il est urgent de préconiser une sobriété informatique. Cependant peu d'acteurs se lancent dans de telles directions en contraste avec les déplacements, qui eux sont le cœur des combats des écologistes. Que doit-on faire face à de tels défis ?



Une loi dans ce sens est en cours de rédaction en France. En effet, selon une mission d'information du Sénat, la part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre en France était de 2% en 2019. Et surtout, ces émissions pourraient augmenter de 60% d'ici 2040 atteignant 6,7% des émissions totales en France (par comparaison, la part du transport aérien est de 4,7%). Dans le détail, d'où viennent ces émissions ? « Les utilisateurs du numérique oublient souvent que les échanges numériques dits « dématérialisés » ne peuvent exister qu'en s'appuyant sur un secteur bien matériel composé de terminaux, de centres informatiques et de réseaux », notent les sénateurs. ■

Tribune libre : Rétablir un fonctionnement universitaire à Gaza

L'opération militaire d'Israël à Gaza déclenchée après l'attaque tragique du Hamas en Israël le

² <https://post.parliament.uk/research-briefings/post-pn-0677/>

³ <https://www.enerdata.net/publications/executive-briefing/between-10-and-20-electricity-consumption-ict-sector-2030.html>

7 octobre 2023 a entraîné la destruction totale des 15 établissements de Gaza et la paralysie des établissements de Cisjordanie par l'occupation des voies d'accès par les colons israéliens protégés par l'armée Israélienne.

Les chiffres exacts des victimes civiles à Gaza fait l'objet de discussions, mais toutes les parties s'accordent pour dire qu'il s'agit du plus grand nombre de victimes civiles quotidiennes jamais recensées dans les annales, l'une des guerres les plus meurtrières. Un grand nombre de responsables universitaires, professeurs, chercheurs, étudiants et étudiantes font partie des victimes.



Université Al-Aqsa, Gaza, 15 février 2024

Le monde entier presse le gouvernement d'Israël et les dirigeants du Hamas à un cessez-le-feu permettant d'ouvrir une voie diplomatique pour la fin de cette tragédie à Gaza et d'enfin trouver la voie de la paix dans la région en respectant les accords internationaux.

Comment soutenir Gaza dans ses efforts pour maintenir un système universitaire ouvert, dynamique et ouvrant des perspectives à sa population dans les conditions actuelles ?

Les universités palestiniennes de Cisjordanie se mobilisent pour accueillir les étudiants inscrits dans des universités détruites ou inaccessibles du fait du blocage de leur accès et l'Université Virtuelle de Gaza a réussi à redémarrer sa plateforme dans un pays tiers.

La solidarité des universitaires pour aider ces initiatives se développe progressivement dans le monde entier mais il reste actuellement difficile pour les institutions de l'enseignement supérieur de prendre une position avant la fin

⁴ <https://doi.org/10.1016/j.patter.2021.100340>

de l'action militaire à Gaza. Une coordination progressive de ces différentes initiatives se met en place et un effort de recrutement de scientifiques prêts à soutenir les efforts déployés pour maintenir l'accès aux connaissances scientifiques dans les territoires occupés Palestiniens est lancé.

Il est proposé Universitaires Sans Frontières de participer à cet effort en mobilisant son vivier d'intervenants potentiels pour que les personnes sensibilisées à cette action fassent connaître leur intérêt pour la soutenir concrètement et par exemple pour :

- Participer à la codirection de travaux de recherche dans leur discipline (niveau Master ou Doctorat) à distance ou en présentiel quand c'est possible.
- Proposer aux étudiants ou collègues Palestiniens d'être associés à des équipes de recherche en tant qu'invités.
- Participer, en tant qu'invités, à des équipes de recherche en Palestine.
- Participer à des jurys de thèse (Master ou Doctorat) à distance ou en présentiel quand c'est possible.
- Fournir une aide pour les activités pédagogiques dans le cadre des plateformes d'université virtuelle : plusieurs universités se sont équipées de telle plateforme pour assurer la continuité des enseignements et évaluations. Les supports pédagogiques sont en anglais ou en arabe.
- Faciliter la mobilité des étudiants et des collègues Palestiniens pour des conférences, séminaires.
- Associer des étudiants ou collègues Palestiniens à des projets de recherche internationaux, européens en particulier.
- Faciliter l'accès des étudiants et collègues Palestiniens à des ressources bibliographiques dans différentes disciplines.

Il y a sans doute encore d'autres façons de participer à maintenir et développer les capacités d'accès à l'enseignement supérieur et la recherche en Palestine, le plus important est de disposer d'un vivier d'intervenants potentiels qui pourra être sollicité pour des actions concrètes.

Pour participer à ce vivier d'intervenants potentiels, merci de contacter le professeur Alain Mille, <alain.mille@univ-lyon1.fr>, animant un collectif d'universitaires à Lyon « Palestine Lyon Universités Solidaires » et membre d'Universitaires Sans Frontières. ■